

## **Conférence de presse. Face aux idées et aux actes des extrêmes droites**

### **Des situations dans le pays nantais**

Fin septembre, l'émotion a été importante dans la métropole nantaise avec la répétition d'actes criminels. Dans les médias, des personnes dont des responsables politiques ont souligné à cette occasion la présence de migrantes et migrants dans la métropole affirmant ainsi un lien entre immigration et délinquance.

Or, l'association des termes « migrants » et « insécurité » est infondée et dangereuse.

Infondée car à niveau économique, social et scolaire équivalent, français·es et étranger·es s qui commettent des délits sont traduit·es en justice sensiblement dans les mêmes proportions : l'insécurité n'est pas plus étrangère que française. Dangereuse parce que ces propos conduisent à stigmatiser une catégorie de résident·es dans notre pays : les migrant·es. Et le ministre de l'Intérieur a choisi délibérément ce moment pour annoncer la création d'un centre de rétention administrative (CRA) en Loire-Atlantique alimentant ainsi les discours visant les étranger·es.

Ces propos contribuent aux divisions de notre société auxquelles participe la peur de l'autre. Désigner des résident·es de notre pays comme responsables de la délinquance permet d'éviter de répondre aux problèmes clefs. L'instrumentalisation, la récupération d'actes criminels permet de désigner des boucs émissaires qui seraient responsables de tous nos maux.

Pendant l'été, Nosig, le centre dédié aux personnes LGBTQIA+ de Nantes a, de nouveau, été la cible de dégradations de ses locaux. La devanture a été couverte de croix celtiques, symbole utilisé par des groupes d'extrême droite pour exprimer le rejet et la haine.

Fin septembre, une manifestation pour le droit à l'avortement devant le Monument aux morts a été fortement perturbée par un groupe de personnes munies d'une banderole « avortement = génocide ».

Le 20 octobre, exploitant de manière ignoble le meurtre de la petite Lola à Paris et contre la volonté des parents qui avaient pourtant exprimé leur refus de toute récupération politique, un rassemblement d'extrême droite a été organisé par une candidate aux dernières élections législatives.

Récemment, à Luçon, l'extrême droite a demandé, y compris de manière menaçante, « *d'annuler la venue de Cédric Herrou* » dans un lycée où celui-ci a rencontré des élèves dans le cadre d'un projet pédagogique et d'un partenariat lancé depuis septembre 2021 entre le lycée et l'association Solilo, sous la houlette du réseau Pays de la Loire coopération internationale.

### **Nos analyses**

Ces situations sont à mettre en lien avec la poussée de l'extrême droite aux élections présidentielle et législative et plus largement au fait que les idées des extrêmes

droites irriguent la société, le paysage politique et médiatique dans un contexte où nous sommes en face d'une montée des idées des extrêmes droites également aux niveaux européen et mondial...

Pour les extrêmes droites, il ne s'agit pas de défendre les droits de toutes et tous mais seulement les droits de quelques-un·es par le biais de la « *priorité nationale* » qui a désormais remplacé la préférence du même nom et qui reste opposée à la Constitution française. Les extrêmes droites refusent l'égalité des droits et érigent en système inégalités et discriminations.

Ces idées contaminent tout l'échiquier politique. Des maires prennent des arrêtés anti-mendicité, suppriment des aides sociales ou interdisent l'accès d'associations à des locaux municipaux.

L'extrême droite cherche à occulter ses fondamentaux : rejet de l'immigration et préférence nationale. Mais la réalité de ce qu'elle est a encore été apportée par ce député criant « *qu'il(s) retourne(nt) en Afrique* » alors qu'un autre député s'exprimait sur la tragédie vécue par les personnes sur le bateau Océan Viking au milieu de la Méditerranée.

Les extrêmes droites désignent des boucs émissaires : les étranger·es, les musulman·es, les juif·ves, les jeunes des quartiers populaires, les homosexuel·les, les féministes, les écologistes, les défenseur·ses des minorités... ce qui conduit aux discriminations, au racisme, au rejet puis à la haine de l'autre et, finalement, à des actions violentes comme celles perpétrées par des groupuscules « identitaires »

Les extrêmes droites, c'est l'imposture sociale. Elles parlent de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites pour appâter l'électorat populaire. Mais en matière de pouvoir d'achat, les mesures annoncées se réduisent à une indexation des salaires sur l'inflation. Une prime pour les bas revenus est envisagée mais financée par une hypothétique contribution sociale sur les importations. S'agissant des retraites, il est question, au mieux, de 42 annuités pour avoir le taux plein. Les extrêmes droites ne voient pas la nécessité de construire plus de logements sociaux, sont contre le Code du travail, ne proposent rien de concret sur l'éducation, la santé ou de cohérent sur la fiscalité.

Les partis des extrêmes droites ne sont pas des partis comme les autres. Les idées des extrêmes droites ne sont pas des idées comme les autres. Tout doit être fait pour que les partis d'extrême droite ne soient pas au gouvernement.

Mais, il ne suffit pas de condamner les idées des extrêmes droites, il nous faut démystifier ces idées et montrer que le programme des extrêmes droites reste le même fondé sur la haine et le rejet de l'autre et que son discours social est de pure façade.

Il s'agit, face aux idées des extrêmes droites d'une bataille culturelle, d'un combat idéologique pour relever les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité pour toutes les personnes.

Nos organisations veulent axer leur travail sur les droits sociaux, pour le droit au travail, à un revenu décent, à l'éducation, à la protection sociale et montrer que les

classes populaires ne seraient aucunement bénéficiaires des politiques d'extrême droite.

Par ailleurs, les citoyennes et les citoyens ne se sentent pas écouté·es. Les suites données au « grand débat » suivant la crise des gilets jaunes ou à la conférence citoyenne pour le climat n'ont pas été à la hauteur des attentes qu'elles portaient. Le malaise démocratique et la distance avec toutes et tous les dirigeant·es politiques s'en trouvent amplifiés. Il nous faut retrouver les voies et les moyens pour revivifier la démocratie pour que le peuple, au sens les citoyens et les citoyennes, soit souverain et que sa parole soit prise en compte.

Nous ne fermons pas les yeux sur les réalités. Nous ne disons pas qu'il n'y a pas de problème d'insécurité ou pas d'élargissement d'un sentiment d'insécurité. Nous disons que les politiques ultralibérales à l'œuvre contribuent à l'inquiétude des personnes sur leur avenir et à la mise en place de politiques de la peur. Les fractures territoriales sont béantes. L'Éducation nationale donne moins qualitativement aux élèves des territoires cumulant les difficultés qu'à celles et ceux des quartiers favorisés. Il ne peut y avoir de réflexion sur la sécurité sans penser les moyens de la justice, ni ceux de l'éducation. Accès aux services publics et éducation sont des leviers essentiels du lien social et de participation du sentiment de dignité des habitant.es.

Montrer du doigt l'accueil des migrants sans aborder les situations de précarités sociales, économiques et psychiques auxquelles la plupart sont soumises comme leur absence de droit au travail, est un des exemples récurrents de désinformation.

Depuis plusieurs mois, des associations et syndicats se retrouvent pour échanger et agir face aux idées et aux actes des extrêmes droites.

Nous voulons faire savoir que nous construisons ce Comité de liaison, veille et lutte pour les droits et libertés, contre les idées et actes des extrêmes droites.

Ce Comité est aujourd'hui constitué de : Attac, Confédération Générale du Travail, Fédération Syndicale Unitaire, France Palestine Solidarité, Ligue des droits de l'Homme, Ligue de l'Enseignement - Fédération des Amicales Laïques, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Syndicat des Avocats de France, Union syndicale Solidaires...

### **Des actions que nous comptons mener**

Débusquer, identifier et combattre les idées à l'œuvre des extrêmes droites dans le champ politique et social, nos milieux professionnels, nos écoles, nos villes, nos campagnes.

Aller à la rencontre des populations par exemple avec le dispositif « Porteurs de parole » avec notamment la question suivante « Pour vous, c'est quoi vivre en sécurité ? », avec des cinés-débats, ...

Organiser une réunion-débat sur la réalité des politiques mises en place dans les mairies tenues par les extrêmes droites.

Nous appelons à l'élargissement de notre structure de liaison.